

Sommet de l'UA : discussions tendues sur le projet de gouvernement africain

@rib News, 02/07/2009 â€“ Source AFPLes chefs d'Etat africains ont mené jeudi, au 2e jour de leur sommet à Syrte (Libye), des discussions tendues sur le projet de "gouvernement africain" cher à leur héros Mouammar Kadhafi, avant de se pencher sur les crises et conflits qui secouent leur continent. Le "Guide" libyen, président en exercice de l'Union africaine (UA), plaide pour la création d'une "Autorité" aux pouvoirs immédiatement élargis à des domaines clés comme la Défense et les relations internationales, suscitant de vives réticences de certains pays.

Jeudi après-midi, il a brièvement quitté la salle pour marquer son mécontentement face à la tournure des débats. Selon le chef d'une délégation, le colonel Kadhafi était "apparemment contrarié que les choses n'avancent pas plus vite". Il est revenu peu après devant ses pairs, refusant toutefois de continuer à conduire les débats. "Le ton était tendu mais est resté courtois", a assuré ce responsable. Plusieurs pays, notamment le Nigeria et des Etats d'Afrique australe comme la Tanzanie, ont publiquement fait connaître leur opposition à une accélération au pas de charge de l'intégration africaine. La Libye a en revanche le soutien du Sénégal et de plusieurs autres pays d'Afrique francophone. Face au blocage, le dossier a été momentanément renvoyé aux ministres des Affaires étrangères, et les discussions entre chefs d'Etat devaient reprendre dans la soirée. Le colonel Kadhafi a fait de la création à terme des "Etats-Unis d'Afrique" son grand projet et voudrait mettre à profit ce 13e sommet de l'UA pour aller le plus loin possible. D'autant que la rencontre a lieu à Syrte, dans sa région natale, où il avait été lancé l'Union africaine en 1999. Il avait prévu avant la rencontre qu'il n'excluait pas de faire procéder à un vote des chefs d'Etat pour trancher la question. "Un vote serait une catastrophe, les divisions éclateraient au grand jour", estimait jeudi un dirigeant d'Afrique sub-saharienne. Selon un diplomate, un autre débat houleux risquait d'éclater à l'examen d'un projet de résolution prévoyant d'imposer des conditions à la coopération des membres de l'UA avec la Cour pénale internationale (CPI), suite au mandat d'arrêt lancé contre le président soudanais Omar el-Béchir, présent à Syrte. Le projet, présenté par la Commission de l'UA avec le soutien actif de M. Kadhafi, demande en particulier aux 53 membres de l'organisation de s'engager en bloc à refuser d'arrêter ou de livrer M. Béchir. Le président soudanais, accusé par la justice internationale de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Darfour (ouest du Soudan), s'est rendu dans plusieurs pays africains depuis que la CPI a émis en mars un mandat d'arrêt contre lui. Mais il n'est allé jusque-là dans aucun des 30 Etats africains ayant ratifié les statuts de la Cour. S'il en a le temps, le sommet devait aussi se pencher sur la situation sécuritaire et les conflits en Afrique, où les coups d'Etat et les crises politiques se sont multipliés ces derniers mois (Madagascar, Guinée-Bissau, Niger...). Il devrait accorder une attention particulière à la Somalie, où la crise est considérée par l'UA comme "la plus aiguë" de toutes. Les dirigeants des pays voisins de la Somalie, dont l'Ethiopie et le Kenya, ont réclamé l'envoi "sans délai" de soldats africains supplémentaires pour aider le gouvernement de transition qui lutte pour sa survie face à l'avancée des islamistes radicaux.